

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 16 décembre 2024

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 24 - 620

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

Ville de LA CHAPELLE-SAINT-LUC (Décharge)

Lieu-dit « La Perrière »

10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702465

### **1) Contexte**

Dans le cadre d'un possible réaménagement de l'ancien centre d'enfouissement technique sis au lieu-dit « La Perrière » à LA CHAPELLE-SAINT-LUC en installations photovoltaïques, une visite d'inspection inopinée a été réalisée sur site le 14 novembre 2024.

Pour rappel, cette activité a été autorisée au Lieu-Dit « La Perrière » par arrêtés préfectoraux n°69 5690 du 14 octobre 1969, n°88-2749A du 3 juin 1988 et n°99-2654A du 19 juillet 1999. La décharge a été exploitée de 1969 au 30 juin 2002. La capacité d'enfouissement maximale autorisée était en 2002 de 5 000 tonnes par an. La superficie totale de la décharge est de 33 600 m<sup>2</sup> répartie sur une surface totale de 70 600 m<sup>2</sup>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Ville de LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Lieu-dit « La Perrière » – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT dans GUN : 0005702465
- Régime : Ancienne décharge ICPE
- Statut Seveso : Non Seveso

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité

Les premiers éléments du dossier de cessation ont été réceptionnés en mai 2002, puis complétés en novembre 2003, mars et octobre 2005, octobre 2006.

En 2014, bien que les éléments du dossier de cessation d'activité, notamment le diagnostic initial et l'étude simplifiée des risques, ont montré l'absence de pollution dans les sols hors de la zone de confinement, un projet d'arrêt préfectoral cadrant le suivi post-exploitation et demandant de démontrer la suffisance et la pertinence de la gestion des eaux météoriques et de la couche finale a été transmis au Syndicat Départemental d'Élimination des Déchets de l'Aube (SDEDA). Associé à ce projet, et afin d'éviter toute utilisation ultérieure inadaptée du site, il avait été également proposé la prise de restrictions d'usage du site afin d'interdire toute activité susceptible d'endommager le confinement de déchets (affouillement, forage, terrassement, ...), d'assurer la protection des moyens de surveillance de la qualité des eaux souterraines, et enfin de faire inscrire l'existence de cette décharge aux hypothèques. Il est utilement noté que le suivi des eaux souterraines réalisé jusqu'en 2012 ne mettait pas en évidence de pollution notable.

Lors de la consultation de ces projets d'arrêté, le SDEDA ayant indiqué ne pas être le représentant de l'ancien exploitant des installations de stockage, l'exploitation ayant pris fin avant le transfert de la compétence de traitement des déchets au SDEDA, les projets d'arrêté préfectoraux n'ont pas été présentés en CODERST.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 14 novembre 2024 a mis en évidence :

- la présence de quelques déchets en surface, déchets ayant été déposés par des tiers ;
- la présence d'une couverture enherbée sur l'ensemble du site et l'absence de déchets issus du stockage visible.

Consultés, les services de la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ont indiqué qu'un tiers était effectivement intéressé pour implanter, possiblement des panneaux photovoltaïques sur le site (même si la covisibilité avec le vignoble pourrait être un frein à une future autorisation) et qu'ils assuraient le suivi piézométrique amont/aval du site, les résultats étant tout à fait comparables à ceux de 2012.

Afin d'accompagner la possible réutilisation du site et eu égard aux éléments disponibles (et notamment les derniers résultats des eaux souterraines), l'inspection des installations classées propose d'acter la cessation d'activité du site en :

- imposant **au propriétaire** du site le maintien d'une couverture enherbée dont l'étanchéité est au moins équivalente à celle actuellement constatée ;
- rappelant la nécessité de réaliser, pendant encore 4 ans, un suivi des eaux souterraines (amont et aval au moins une fois par an). Si ce suivi quadriennal ne mettait pas en évidence d'anomalies, ce dernier pourrait de fait être supprimé à l'issue de la période mentionnée. Ce suivi étant déjà réalisé par la commune, il est proposé à la commune de le poursuivre pendant ces 4 ans tout en transmettant les résultats à la DREAL. Les paramètres imposés seront à minima ceux visés par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, à savoir :
  - paramètres physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
  - paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;
  - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles.

Afin d'acter ses actions, et sous réserve de l'accord de la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, un projet d'arrêté préfectoral de servitudes à l'encontre du propriétaire reprenant uniquement le maintien de la couverture et une lettre préfectorale rappelant la nécessité de poursuivre pendant encore 4 ans le suivi piézométrique pourraient rapidement être proposés. Ces projets pourraient alors être également accompagnés d'un procès-verbal de recollement, actant la clôture de la cessation d'activité du site.